



A chaque fois, une loi non écrite veut que toutes « les forces vivent » se levent pour demander au « président naturel » de se représenter.

Réservée à une caste de privilégiés « envoyés de Dieu », Président de la République, une fonction que les Camerounais regardent avec méfiance. C'est une fonction sacrée, à la limite du mysticisme. Au Cameroun, en près de 60 ans, on en a connu que deux : excusez du peu. Du coup, on est partagé entre le respect « Africain » du aux « patriarche-président » et la dynamique de la démocratie.

Eto'o fils, footballeur de renommée planétaire en sait quelque chose. Lui qui estime que « l'élection présidentielle de 2018 au Cameroun et l'exercice de la fonction la fonction suprême sont très importants pour qu'on puisse parler avec légèreté » En réaction à une interview-canular publiée dans Jeune Afrique qui le faisait candidat à la présidentielle. Il faut faire gaffe, qui s'y frotte s'y pique.

La déferlante est déclenchée depuis le début de l'année en cours qui est essentiellement une année électorale. Toutes « les forces vives » sont en mouvement. Et puis quoi ? Ici «on milite pour que le chef d'Etat reste au pouvoir ». Les élites-personnes ressources sont descendues sur le terrain. Pour des meetings de soutien à la candidature du champion. Avec à chaque fois, une déclaration de soutien à la candidature ; et une liste des signataires plus longue que le

texte, publiée à Cameroon Tribune, le journal à capitaux publics. A l'instar de L'université, lieu privilégié de la contradiction intellectuelle et l'émulation démocratique, on est tous dedans, derrière le candidat-naturel-statutaire.

La cerise sur le gâteau était à Douala, au cours de la visite du ministre de l'administration territoriale aux chefs traditionnels Sawa. A la suite des Fons du Nord-Ouest et des chefs traditionnels des régions de l'Ouest et du Sud-Ouest, ceux des cantons du Littoral, tous degrés confondus, ont prié hier le président de la République, Paul Biya, à poursuivre son action remarquable à la tête de l'Etat, à l'heure des grandes manœuvres précédents la présidentielle prévue cette année. Ils ont saisi l'occasion de la première visite de travail du ministre de l'Administration territoriale (MINAT), Paul Atanga Nji à Douala, pour officialiser cet appel à candidature. On le voit bien, l'élection présidentielle prévu pour le mois d'octobre 2018 donne déjà ses résultats

Camer.be
